

**Réponse du Conseil administratif à la motion du 28 mai 2020 de M<sup>mes</sup> et M. Omar Azzabi, Ariane Arlotti et Brigitte Studer: «Une rue «Grisélidis Réal, écrivaine et prostituée» au nom de la dignité et de la reconnaissance des travailleur.euse.x.s du sexe à Genève».**

*TEXTE DE LA MOTION*

Considérant:

- qu'à Genève seulement 7% des personnes ayant donné leur nom à une rue sont des femmes (548 rues portent des noms d'hommes et 41 de femmes)<sup>1</sup>;
- que la Ville de Genève a fait de l'égalité entre femmes et hommes une priorité politique grâce à des actions publiques menée par le Pôle Egalité-Diversité du Service Agenda 21 – Ville durable;
- le rapport de la Commission des affaires communales, régionales et internationales du Grand Conseil M 2318 A<sup>2</sup> du 24 octobre 2016 pour davantage de rues aux noms de personnalités;
- le projet «100elles\*<sup>3</sup>» (11 mars 2019 au 31 mai 2020) de l'association l'Escouade, financée par la Ville de Genève (Agenda 21), qui porte sur la place des femmes\* dans l'espace public et le rôle des femmes\* dans l'Histoire;
- M<sup>me</sup> Grisélidis Réal comme faisant partie des 100 personnalités féminines remplissant les critères officiels pour obtenir une rue à leur nom;
- que M<sup>me</sup> Réal, peintre, écrivaine et prostituée est une figure reconnue de l'histoire de Genève pour sa lutte pour les droits des travailleur.euse.x.s du sexe ainsi que pour la liberté des corps et des esprits;
- que le Centre Grisélidis Réal (centre de documentation internationale sur la prostitution), issu de trente ans de documentations et d'archivage, créé en 2008 à l'initiative de l'association de lutte contre la discrimination et l'exclusion, pour la dignité des personnes travaillant dans le marché du sexe (Aspasie), est devenu une référence mondiale dans le domaine,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de s'adresser au Grand Conseil afin que l'Etat de Genève désigne une rue emblématique de la Ville au nom de M<sup>me</sup> «Grisélidis Réal, écrivaine et prostituée» dans le cadre du règlement sur les noms géographiques et la numérotation des bâtiments (RNGNB);
- d'agir pour que cette rue soit nommée dès 2021;

<sup>1</sup><https://100elles.ch/projet/explications/>

<sup>2</sup><http://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02318A.pdf>

<sup>3</sup><https://100elles.ch/>

- d’inaugurer cette artère avec un évènement culturel autour de l’œuvre de Grisélidis Real en menant une réflexion sur les travailleuses et les travailleurs du sexe pour sensibiliser la population à leur réalité;
- d’agir pour que les problématiques des travailleuses et des travailleurs du sexe soient mieux prises en considération dans les politiques publiques, notamment sur les questions d’accès aux droits, de sécurité sur l’espace public municipal, de reconversion professionnelle, de formation, de logement et de santé;
- de travailler avec les associations actives auprès de travailleuses et de travailleurs du sexe telles qu’Aspasie ou la Plateforme suisse contre la traite des êtres humains.

### *RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF*

Le Conseil administratif confirme qu’il a validé, lors de sa séance du 23 juin 2021, le principe qu’une rue soit renommée d’après Grisélidis Réal, dans le cadre du projet de féminisation des noms de rue, qui est entré dans sa deuxième phase (2021-2022). Le dossier contenant les propositions de féminisation de 14 noms de rue et d’emplacement en Ville de Genève sera déposé en septembre 2021 auprès de la Commission cantonale de nomenclature, qui rendra un préavis pour le Conseil d’Etat. Ce dernier prendra alors la décision finale, conformément au Règlement sur les noms géographiques.

Il convient de rappeler que Grisélidis Réal figurait déjà dans les propositions de la première volée du projet de féminisation des noms de rue en 2020-2021. Le Conseil d’Etat avait alors validé le principe qu’une rue prenne le nom de Grisélidis Réal mais refusé la rue proposée pour le changement, en raison de l’opposition manifestée par une partie de ses habitant-e-s.

Pour mener à bien ce processus, le Service Agenda 21, Ville durable (A21), qui pilote le projet de féminisation des noms de rue, est en contact avec l’association Aspasie. Si la proposition est cette fois-ci acceptée par le Conseil d’Etat, une inauguration de la rue Grisélidis-Réal pourra être envisagée en impliquant l’association dans l’élaboration du programme.

Il faut également noter que l’association Aspasie, dont la mission est de défendre les droits des travailleurs et travailleuses du sexe, est soutenue par le département de la cohésion sociale et de la solidarité (DCSS), par le biais d’une subvention monétaire nominale de 490 200 francs. A cela s’ajoutent des collaborations développées autour de projets ponctuels, notamment avec le Service A21, dans le cadre de la politique municipale de promotion de l’égalité entre femmes et hommes. Ainsi, par exemple, Aspasie fait partie des structures partenaires

identifiées dans le cadre du projet pilote de lutte contre la précarité menstruelle en cours de développement.

Des liens existent donc de manière régulière entre l'association et la Ville et la collaboration est bonne. Lors de la crise sanitaire liée au Covid-19, le département des finances, de l'environnement et du logement (DFEL) ainsi que le DCSS ont maintenu des contacts réguliers avec l'association pour suivre l'évolution des besoins et essayer d'adapter au mieux le soutien municipal. Un soutien financier additionnel de 20 000 francs, réparti entre les deux départements, a ainsi pu être apporté à l'association pour faire face à l'urgence, notamment en matière d'aide alimentaire et d'hébergement d'urgence.

Par ailleurs, le Service A21 soutient également des associations féminines et féministes, dont les missions sont centrées autour de la formation professionnelle ou de la reconversion professionnelle. Parmi ces associations, SOS Femmes a pour mission de lutter contre les discriminations et les stigmatisations liées au genre, au travail du sexe ou à la migration, notamment sur le marché de l'emploi. Elle compte ainsi parmi ses publics-cibles un certain nombre de travailleuses du sexe.

Enfin, la Ville de Genève a été sollicitée en mars 2021 par une équipe de recherche de l'Université de Genève (UNIGE) et de la Haute école de travail social (HETS) qui a déposé un projet au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) pour mener une étude sur les politiques spatiales de la prostitution en Suisse. Cette recherche, si elle obtient les financements nécessaires, permettrait d'interroger la place de la prostitution dans différentes villes de Suisse, dont Genève. Elle serait l'occasion de pouvoir bénéficier d'informations et de données sur les expériences menées dans différentes villes, les bonnes pratiques ou les problématiques qui peuvent en découler. Elle permettrait de penser une politique concertée et basée sur des évidences en la matière pour améliorer les actions sur le long terme et assurer une meilleure implication des personnes concernées. Le Service A21 et le Service d'urbanisme (URB) ont manifesté leur intérêt de principe pour collaborer avec l'équipe de recherche sur cette enquête, selon des modalités encore à définir.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:  
*Gionata Piero Buzzini*

Le conseiller administratif:  
*Alfonso Gomez*